

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Climat: des "Panafricaines", actrices du changement

Line R. ALOMO
Casablanca/Maroc

Depuis hier, les femmes journalistes d'Afrique ont entamé les travaux de la 3e édition de leur forum à Casablanca au Maroc. La rencontre, cette année, est axée sur le climat et ses lourdes conséquences sur un continent qui ne produit que 4 % des émissions mondiales des gaz à effet de serre. Les femmes journalistes du continent entendent ainsi se positionner en actrices du changement, et mettre en lumière les enjeux du changement climatique en Afrique, en plaçant cette problématique au cœur des préoccupations des médias des pays du continent. Un programme riche meuble cette rencontre, commencée en milieu de semaine. Mercredi, les Panafricaines ont ainsi découvert une station de traitement des eaux usées basée à Mediouna, au sud de Casablanca. Une solution à la pollution, qui a le mérite de contribuer à la préservation de l'environnement. L'eau traitée servant ainsi à l'irrigation agricole, après s'être assurée, via un jardin expérimental, qu'elle n'était pas nocive pour les plantes et l'écosystème environnant.

Une autre visite a permis à 2M, le média public marocain, organisateur de cette rencontre, de déployer la somptuosité de ses infrastructures à ses hôtes. Jeudi les Panafricaines ont été reçues par le chef de la diplomatie marocaine, Naser Bourita. Hier, place au forum proprement dit, autour de plusieurs thèmes: "Urgence climatique, les médias, acteurs du changement", donnera lieu à plusieurs ateliers. Entre autres, " Réussir la transition énergétique de l'Afrique: enjeux et défis"; "Les défis d'une gestion rationnelle



Photo: LRA

Un aperçu des journalistes gabonaises présentes au forum de Casablanca.

des ressources hydriques"; "Impacts sanitaires des changements climatiques, quelles stratégies adopter?"; "Gestion des déchets, levier décisif de lutte contre les changements climatiques".

Aujourd'hui, les femmes journalistes voteront ensemble le plan d'actions 2020/2021 de leur réseau, peu avant la clôture des travaux de cette 3e édition. "Nous voterons toutes ensemble pour l'action ma-

jeure à porter durant l'année 2020 sur le climat", a indiqué Fathia El Aounip, présidente du comité permanent des Panafricaines.

À préciser que le Gabon prend part à cette rencontre avec 6 femmes journalistes venant du quotidien l'Union, Gabon première, Radio-Gabon et Mapane, et du mensuel Ôtiti Winners. Elles voteront aussi l'action majeure à porter pour l'année en cours sur le climat.

Crise dans la santé: les syndicats insistent sur la PIP



Photo: F. M. MOMBO

Une vue de la réunion entre les syndicats et le ministre de la Santé Max Limoukou, hier.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

La Coalition des syndicats de la santé a invité hier le gouvernement à vite trouver des solutions au paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2e trimestre 2015 et à ne plus se réfugier derrière un problème de fichier. En effet, lors de la réunion entre les syndicats concernés par la grève lancée le 24 février passé, le ministre de la Santé Max Limoukou a laissé entendre qu'il était impossible de verser cette PIP en raison de la présence suspecte de plus de 4000 agents. Agents qui, selon certaines indiscretions, ne figuraient pas sur le fichier de 2015.

"Stratégie de la lenteur et distraction", ont répliqué les syndicats. Si rien n'est fait dans une semaine, ont averti ces derniers, le gouvernement obligerait des entités, comme le Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga), à rejoindre le mouvement de grève actuel. Ce qui compliquerait le fonctionnement du plan de contingence du gouvernement contre l'épidémie de coronavirus. "Personne ne souhaite en arriver là", ont signifié les responsables syndicaux.

Maux et débat Interdit d'interdire ?

Il fallait s'y attendre. La note de madame le doyen de la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH) de Libreville, Monique Mavoungou-Bouyou, à propos "des dérives dans le port vestimentaire de certains étudiants", a déclenché un tollé. Avec des positions tranchées, tant chez ceux qui approuvent ce recadrage vestimentaire sur le campus que chez ceux qui désapprouvent la mesure.

Les uns applaudissant à se rompre les phalanges une note décanale dénonçant, autant du côté des filles que celui des garçons, le port de tenues et des attitudes (coiffures féminines chez les hommes) "susceptibles de heurter les bonnes mœurs et d'inciter à des attitudes répréhensibles". Ces derniers soutiennent, tout naturellement, madame le doyen dans sa démarche d'instaurer une salubrité vestimentaire au sein de cette faculté de l'Université Omar-Bongo (UOB). En face, d'autres, plus sceptiques, estiment cette mesure inapplicable et, surtout, prise sans recul nécessaire. En invoquant la grande différence qu'il y a entre une école, susceptible de "normer" le style vestimentaire de l'étudiant, et la faculté où prime le principe de cette liberté propre à l'université.

C'est donc au nom de cette liberté que certains étudiants s'autorisent des tenues vestimentaires (bustiers décolletés plongeants, robes et jupes moulantes largement au-dessus des genoux, pantalons destroy et/ou portés sans ceinture...) heurtant les puristes et les tenants de la décence et de la correction.

Mais au-delà du cadre de la Faculté des lettres et sciences humaines de Libreville, la note de madame le doyen de la FLSH, qui n'est pas sans rappeler la décision d'un Conseil des ministres fixant le code vestimentaire exigible à l'entrée des administrations, dont les ministères et la présidence de la République, s'apparente à un coup de pied donné dans la fourmière d'un ordre social dans un contexte de libération des mœurs dépassant le seul environnement universitaire. Un ordre social dans lequel la famille, démissionnaire dans bien des cas hélas, la société, décadente, et les politiques ont leur part de responsabilité.

Par Issa IBRAHIM